



Pour publication immédiate : 26/02/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE QUE LE MASSACHUSETTS, LE  
DELAWARE ET PORTO RICO REJOignent LA COALITION DES  
« ÉTATS POUR LA SÉCURITÉ DES ARMES À FEU » VISANT À  
LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE VIOLENCE  
PAR ARMES À FEU**

***Cette coalition de plusieurs États représente plus de 35 millions d'Américains***

***Le Massachusetts, le Delaware et Porto Rico ont conclu un accord pour créer  
une base de données multi-États afin de compléter le système fédéral NICS  
inefficace***

***La coalition multi-États partagera des informations, suivra et interceptera la  
circulation d'armes à feu provenant de l'extérieur de l'État, et établira le  
premier consortium régional de recherche sur la violence  
par armes à feu du pays***

Le Gouverneur de New York Andrew M. Cuomo, le Gouverneur du New Jersey Phil Murphy, le Gouverneur du Connecticut Dan Malloy et la Gouverneure de Rhode Island Gina Raimondo ont annoncé aujourd'hui que le Gouverneur du Massachusetts Charlie Baker, le Gouverneur du Delaware John Carney et le Gouverneur de Porto Rico Ricardo Rosselló rejoignent la [coalition](#) des « États pour la sécurité des armes à feu » (States for Gun Safety), un partenariat multi-États lancé ce mois-ci pour lutter contre l'épidémie de violence par armes à feu. Avec l'ajout de ces nouveaux membres, la coalition d'États représente désormais plus de 35 millions de d'Américains et prendra des mesures pour mettre un terme à la violence liée aux armes à feu, face à l'inaction fédérale constante.

Le Massachusetts, le Delaware et Porto Rico rejoindront une force opérationnelle multiétatique pour suivre et intercepter les armes à feu illégales dans la région. Les nouveaux membres travailleront en coopération avec d'autres États partenaires afin d'améliorer la collecte de renseignements, le partage d'informations et les efforts d'intervention liés à la violence par armes à feu. Les États participants s'appuieront sur des ressources d'enquête collectives pour élaborer des plans complets et coordonnés de réponse à la violence impliquant des armes à feu.

**Le Gouverneur Cuomo a déclaré :** « Il est temps que les fusillades de masse qui gangrènent ce pays depuis bien trop longtemps donnent lieu à la prise de véritables mesures et à des changements politiques réels. Tous nos États disposent déjà de meilleurs lois sur la sécurité des armes à feu que le gouvernement fédéral et, en travaillant ensemble pour partager des informations et renforcer l'application des lois, nous maintiendrons les armes à feu hors de portée des individus dangereux et protégerons nos communautés plus efficacement. Si le gouvernement fédéral refuse d'agir, nous œuvrerons ensemble à l'adoption des réformes importantes que les familles méritent. Je suis heureux d'accueillir ces nouveaux États dans notre coalition ».

**Le Gouverneur Murphy a déclaré :** « Les membres de la Coalition pour la sécurité des armes à feu sont ravis que les Gouverneurs Charlie Baker, John Carney et Ricardo Rosselló nous rejoignent au sein de ce partenariat. Ensemble, nous pouvons effectuer des démarches et adopter des mesures pour protéger nos résidents et nos communautés. Un collectif d'États peut élargir la portée et l'impact de lois sur la sécurité des armes à feu, même si le Congrès ou le Président restent inactifs ».

**Le Gouverneur Malloy a déclaré :** « L'entrée du Massachusetts, du Delaware et de Porto Rico dans cette coalition multi-États est une étape importante vers une coopération régionale pour prévenir la violence armée, et je félicite ces gouverneurs pour leur partenariat dans cet effort. Le massacre de Parkland, tout comme les massacres de Las Vegas, d'Orlando, de San Bernardino, d'Umpqua, d'Aurora, de Sandy Hook et d'innombrables autres, nous rappellent de manière tragique la nécessité urgente de détruire les obstacles politiques et de travailler ensemble pour améliorer la sécurité dans nos communautés, nos écoles et nos lieux publics. J'ai bon espoir que ceci représente le début d'un tournant décisif et qu'un plus grand nombre d'États se joindront à notre partenariat en expansion. Ceci étant, bien que nous soyons capables de réaliser des changements considérables, nous avons besoin d'une action réelle et substantielle de la part du Congrès si nous voulons véritablement mettre un terme à cette épidémie de violence impliquant des armes à feu. Inutile d'ajouter que la vie des enfants est nettement plus importante que tout intérêt particulier, aussi puissant soit-il. Le moment est venu de passer à l'action ».

**La Gouverneure Raimondo a déclaré :** « Des Gouverneurs des deux camps se réunissent pour agir contre la violence impliquant des armes à feu. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre Washington une minute de plus. Plus tôt dans la journée, j'ai promulgué un décret établissant une politique de signalement à l'échelle de l'État, et Rhode Island continuera à prendre des mesures proactives pour lutter contre la violence par armes à feu. En collaborant à travers les frontières des États, cette coalition sauvera des vies. Je souhaite la bienvenue au Massachusetts, au Delaware et à Porto Rico dans notre coalition ».

**Le Gouverneur Baker a déclaré :** « Le Massachusetts est heureux de rejoindre la coalition pour la sécurité des armes à feu, afin de renforcer les mesures strictes de contrôle des armes à feu déjà en place dans le Commonwealth, et nos responsables de la sécurité publique collaboreront à travers les frontières de l'État avec les membres de la coalition pour parvenir à une meilleure communication et maintenir nos communautés en sécurité ».

**Le Gouverneur Carney a déclaré :** « Ensemble, les États peuvent prendre des mesures qui affronteront directement la menace que représente la violence par armes à feu, et réduire son impact destructeur sur nos communautés. Ce partenariat nous aidera à mieux partager les données à travers les frontières des États, à intercepter la circulation des armes à feu illégales et à donner aux forces de l'ordre davantage d'outils pour empêcher la violence avant qu'elle ne survienne. Le Delaware est fier de rejoindre ce partenariat, et nous sommes impatients de nous mettre au travail ».

**Le Gouverneur Rosselló a déclaré :** « Nous devons attirer l'attention sur le fait qu'il existe un lien incontestable entre l'absence de réglementations sur le contrôle des armes à feu et les actes récents de violence par armes à feu qui ont entraîné la perte de vies innocentes et ont unifié une nation qui exige des mesures immédiates ».

Le Massachusetts, le Delaware et Porto Rico rejoindront désormais des États partenaires pour partager des informations concernant les individus qui n'ont pas le droit d'acheter ou de posséder une arme à feu au sein de chaque État. Cet échange d'informations permet aux agences des forces de l'ordre de savoir si un individu a tenté d'acheter une arme ou d'obtenir un permis de détention d'arme dans un État participant. L'accord, conformément aux mesures fédérales et étatiques de protection de la vie privée, fournira aux agences des forces de l'ordre de l'État des informations détaillées sur l'achat d'armes à feu ou les refus de permis pour ceux dont le permis a été retiré. Il peut être interdit à certaines personnes de posséder une arme à feu pour plusieurs raisons, notamment un mandat d'arrêt, une ordonnance de protection, un problème de santé mentale invalidant ou des antécédents criminels.

Les trois nouveaux États se joindront également à New York, au Connecticut, au New Jersey et à Rhode Island pour demander à leurs centres de renseignement des forces de l'ordre de travailler en coopération pour tracer l'utilisation des armes à feu provenant de l'extérieur de l'État dans les crimes et partager des informations afin d'intercepter les délinquants qui transportent des armes à feu illégales à travers les frontières de l'État. Les quatre nouveaux centres de fusion d'État qui partageront conjointement des informations sont le Centre de fusion du Commonwealth du Massachusetts (Massachusetts Commonwealth Fusion Center), le Centre régional de renseignements de Boston (Boston Regional Intelligence Center), le Centre d'information et d'analyse du Delaware (Delaware Information and Analysis Center) et le Centre d'information d'État de sécurité nationale de Porto Rico (Puerto Rico National Security State Information Center).

En outre, les États partenaires collaboreront pour désigner un institut d'enseignement supérieur qui rejoindra le Consortium régional de recherche sur la violence par armes à feu (Regional Gun Violence Research Consortium), un groupe de collecte de données pluridisciplinaires chargé de formuler des recommandations pour réduire la violence armée. Ce consortium novateur comblera le vide laissé par l'interdiction de 1996, par le gouvernement fédéral, de l'utilisation des fonds fédéraux pour étudier la violence armée, qui a entravé les efforts de recherche dans l'ensemble du pays, y compris dans les Centres de contrôle et de prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention) et dans les Instituts nationaux de la santé (National Institutes of Health).

En s'appuyant sur ces efforts, les États s'efforceront également de pousser le gouvernement fédéral à adopter des mesures de bon sens concernant la sécurité des armes à feu. Afin de protéger les familles et les communautés à travers la région, le groupe appellera le gouvernement fédéral à adopter rapidement des vérifications universelles des antécédents, une interdiction des armes d'assaut et une période d'attente à l'échelle fédérale entre l'achat et la livraison des armes.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)